

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 35.950/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Entreprises publiques, le 6 octobre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "concernant la reprise par l'État belge des obligations de pension légales de la société anonyme de droit public Belgacom vis-à-vis de son personnel statutaire", a donné le 13 octobre 2003 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et modifié par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

- "- het feit dat in gevolge de overeenkomst tussen Belgacom en zijn aandeelhouders van 2.10.2003, de activa van het pensioenfonds worden gemonetiseerd voor 31.12.2003. Het gevolg is dat er niet langer een redelijke dekking tegenover de pensioenverplichtingen staat en dus de overname van de pensioenverplichtingen door de overheid dezelfde streefdatum dient te hebben;
- de statutaire werknemers verwachten ingevolge de overeenkomst tussen Belgacom en zijn aandeelhouders dat er een overname van het Pensioenfonds door de overheid geschiedt voor 31.12.2003;
- er werd als doelstelling geformuleerd om de variabiliteit die de Pensioenbijdragen veroorzaakten, weg te nemen van de Belgacom balans. Door het respecteren van de bovenstaande datum is deze impact verwijderd voor het boekjaar 2004."

*

* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

L'avant-projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

Observation préalable

L'avant-projet a été examiné dans sa version néerlandaise, dont le texte français d'un certain nombre d'article n'est manifestement qu'une traduction imparfaite.

.../...

La version française devra être entièrement revue ⁽¹⁾.

Observations générales

1. L'avant-projet a pour objet en substance de prévoir la reprise par l'État des pensions du personnel actuel et ancien de Belgacom. En échange, cette entreprise publique autonome versera à l'État, après liquidation du Fonds de pension créée en vertu de l'article 56/9 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la somme de 5 milliards d'euros et versera à partir du mois de janvier 2004 des cotisations patronales.

Selon l'exposé des motifs,

"Le transfert est une transaction rationnelle dans l'intérêt de toutes les parties concernées.

Premièrement, les pensions du personnel statutaire de Belgacom seront entièrement financées et garanties par l'État ce qui donne aux intéressés une sécurité additionnelle.

Deuxièmement, le transfert favorisera la performance financière de Belgacom en éliminant la volatilité des bénéfices et des cash flows associée aux Fonds de pension. Il mettra Belgacom d'un point de vue concurrentiel sur un pied d'égalité avec les autres opérateurs.

Enfin, tout en agissant dans l'intérêt tant du personnel statutaire que de l'entreprise, l'État s'est assuré que la prise en charge de ces obligations n'affectera pas la croissance de sa situation financière étant donné qu'elles seront transférées sur la base d'un financement total."

La question pourrait se poser de savoir si l'avant-projet ne constitue pas une aide d'État, au sens des articles 87 et 88 du traité CE.

Interrogé à ce sujet, le délégué du ministre a répondu,

"Naar aanleiding van Uw vraag over de noodzaak van notificatie bij de Europese Commissie, kunnen we U meedelen dat alle partijen die de overeenkomst mee hebben ondertekend het erover eens zijn dat de overdracht van het Pensioenfonds géén elementen van overheidssteun in de zin van artikel 87 van EG-verdrag bevat en derhalve niet formeel moet worden genotificeerd.

⁽¹⁾ La version corrigée communiquée par le représentant du ministre présente encore des imperfections.

Desalniettemin hebben we, zoals reeds telefonisch gemeld, contact opgenomen met de Europese Commissie om hen volledig te informeren over de inhoud van deze transactie."

L'État reprend une charge qui autrement continuerait à grever les ressources financières de l'entreprise. Belgacom devra payer en contrepartie, avant le 31 décembre 2003, un montant de 5 milliards d'euros et verser une cotisation patronale pour les obligations de pension naissant à partir du mois de janvier 2004. L'existence de cette contrepartie ne peut suffire à démontrer qu'il ne s'agit pas d'une aide que pour autant qu'elle compense l'avantage consenti ⁽²⁾.

En ce qui concerne les obligations de pension contractées jusqu'au 31 décembre 2003, dans la mesure où elles sont effectivement évaluées à cinq milliards d'euros, cette reprise ne constitue pas une aide d'État.

En ce qui concerne les obligations de pension à partir du mois de janvier 2004, les articles 9 et 10 de l'avant-projet fixent, d'une part, un taux de cotisation patronale calculé sur la base des traitements et autres éléments salariaux pris en compte pour le calcul de la pension de retraite, ainsi que les cas dans lesquels cette cotisation n'est pas due ou dans lesquels des paiements compensatoires peuvent être dus soit par l'État, soit par Belgacom.

Interrogé sur le point de savoir comment avait été fixé le taux de cotisation et la justification des exonérations, le représentant du ministre a fourni les éléments de réponse suivants :

"Question 1 : Est-ce que la cotisation patronale de 10 % est suffisante ?

La cotisation patronale de 10 % et la cotisation du travailleur de 7.5 % déterminent ensemble la contribution régulière de Belgacom aux Pouvoirs publics, afin d'assurer les futurs droits de pension. La somme de 17.5 % a été calculée par les actuaires de la même façon qu'on a calculé le montant de 5 bn euros, sur base du groupe actuel de statutaires et de cooptations décrites dans l'avant-projet. Les 10 % sont donc une estimation et s'il paraît que les 10 % sont insuffisants Belgacom versera, par le biais de paiements compensatoires, aux Pouvoirs publics un pourcentage plus élevé que ces 10 %.

(2) Voir J.-P. Keppenne, "Guide des aides d'État en droit communautaire", Bruylant, Bruxelles, 1999., pp. 18 et 19.

Question 2 : Pourquoi les contributions pour PTS et BeST sont exclues dans l'article 9 alinéa 2 ?

Pour BeST la contribution sera dans l'avenir de 7.5 %, pour PTS de 0.5 %. Car au moment où on a élaboré les deux programmes sociales, on a fait des arrangements dans lesquels les cotisations patronales étaient déjà reprises dans le calcul des droits existants. Autrement dit, les autres contributions pour PTS et BeST que celles prévues aux articles de l'avant-projet sont contenues dans le 5 bn euros, l'entreprise avait déjà pris des provisions pour cela."

Contrairement à ce que pourrait donner à croire la réponse du Ministre, des paiements compensatoires pourront être requis non pas pour le motifs que le taux de cotisation résulterait d'une sous-estimation originelle, mais bien lorsque des décisions ultérieures de Belgacom en matière de rémunération de son personnel statutaire entraîneraient des modifications dans les droits de pension ⁽³⁾.

Sous cette réserve, et compte tenu de ce que, selon les explications fournies, les cotisations patronales requises ont bien été prévues de manière à ce qu'il ne résulte pas une charge supplémentaire non compensée pour l'État, l'avant-projet ne paraît pas devoir être considéré comme une aide d'État.

2. Selon l'article 4 de l'avant-projet de loi, les actifs du Fonds de pension devront être réalisés au plus tard le 31 décembre 2003 et le résultat positif ou négatif de la liquidation sera, le cas échéant, payé à ou par Belgacom. L'article 8 prévoit par ailleurs que le 31 décembre 2003 au plus tard, "Belgacom et/ou le Fonds de pension réaliseront un ou plusieurs paiements en liquide, à l'ordre de l'État (ou d'une entité de droit [public] désignée par l'État) pour un montant global de 5.000 millions d'euros". Enfin l'article 11 prévoit en substance que le Fonds en liquidation pourrait encore, après le 1^{er} janvier 2004, pendant une période de transition, percevoir des moyens financiers en provenance de l'État afin d'effectuer des paiements.

L'avant-projet de loi devrait davantage préciser les modalités de transfert des actifs du Fonds vers respectivement Belgacom et l'État.

⁽³⁾ Voir l'article 10 de l'avant-projet.

Selon le représentant du ministre, l'intention est que l'obligation de verser les 5 milliards d'euros repose sur Belgacom elle-même. L'article 8 de l'avant-projet devrait être modifié en ce sens. Dans ce cas, il est logique que le solde de liquidation du Fonds existant au 31 décembre 2003 ou avant, soit versé à Belgacom, à concurrence maximale de ces 5 milliards ⁽⁴⁾.

Par contre, si le Fonds de pension devait présenter un solde de liquidation positif, après le 31 décembre 2003, et à la suite des opérations effectuées pendant la période de transition prévue à l'article 11, § 1^{er}, de l'avant-projet, le paiement de ce solde à Belgacom ne se justifierait, que pour autant que soit préalablement reversé à l'État l'éventuel excédent des transferts financiers de celui-ci en application de l'article 11, § 2, de l'avant-projet, sur les dépenses de pension que ces transferts seraient destinés à financer. Si le remboursement de cet éventuel excédent pourrait être déduit de l'article 11, § 2, la sécurité juridique recommande toutefois d'apporter expressément cette précision.

Observations particulières

Article 1^{er}

Pour autant qu'il soit tenu compte de l'observation formulée sous l'article 30, la loi en projet règle effectivement exclusivement une matière visée à l'article 78.

Article 5

Ainsi qu'en a convenu le représentant du ministre, et comme l'indique d'ailleurs l'exposé des motifs, il y a lieu de viser la date du 1^{er} octobre 2003 et non celle du 1^{er} octobre 2002.

⁽⁴⁾ Selon le représentant du ministre, l'actif net du Fonds est actuellement évalué à plus ou moins 3, 3 milliards d'euros. La question de savoir s'il se justifierait de laisser à Belgacom le solde du Fonds dans l'hypothèse où celui-ci aurait présenté un actif net supérieur à cinq milliards d'euros n'est en conséquence pas examinée.

Article 8

Sans préjudice de l'observation générale, l'avant-projet doit également préciser lui-même si les 5 milliards d'euros sont versés à l'État ou à une autre personne de droit public désignée par l'État, et dans cette dernière hypothèse, désigner lui-même cette autre personne.

La même observation vaut pour l'article 10.

Article 30

Cette disposition habilite le Roi, "par arrêté délibéré en Conseil des ministres, (à) introduire, modifier ou abroger des dispositions légales et réglementaires lorsque cela est indispensable pour réaliser les objectifs de la présente loi" ⁽⁵⁾.

Les objectifs en question ne résultent pas directement du texte du projet de loi, mais plutôt de son exposé des motifs. Il en résulte une incertitude quant à la portée des pouvoirs spéciaux ainsi accordés au Roi. Se pose ainsi, par exemple, la question de savoir si le Roi serait habilité par cette disposition à modifier les dispositions de la présente loi en projet s'il constatait que le financement total des pensions du personnel actuel et ancien de Belgacom n'était pas suffisamment réalisé par les mécanismes prévus par le présent avant-projet.

L'article 30 en projet doit donc être complété en précisant les objectifs à la poursuite desquels le Roi serait habilité à faire usage des pouvoirs spéciaux que tend à lui conférer cette disposition.

Par ailleurs il n'y a pas lieu d'habiliter le Roi à prendre des dispositions "réglementaires", ce pouvoir lui étant conféré par l'article 108 de la Constitution.

⁽⁵⁾ Il y a lieu d'utiliser la formulation en usage lorsque le législateur attribue des pouvoirs spéciaux au Roi et de remplacer les mots "introduire, modifier ou abroger" par les mots "abroger, compléter, modifier ou remplacer".

En outre, il ne convient pas, à l'alinéa 2, de prévoir que les arrêtés pris en exécution de l'alinéa 1^{er} doivent être soumis au Conseil d'État. Une telle obligation résulte déjà des lois coordonnées sur le Conseil d'État, en particulier de l'article 3*bis*, § 1^{er}, de ces lois. Une telle disposition relèverait au demeurant de la procédure du bicaméralisme intégral, prévue par l'article 77 de la Constitution ⁽⁶⁾.

Enfin, plutôt que de prévoir dans quel délai les arrêtés en question doivent être "soumis pour ratification aux Chambres législatives", il convient de fixer un délai dans lequel cette confirmation doit intervenir, et stipuler qu'à défaut de cette confirmation, les arrêtés cesseront d'être en vigueur.

⁽⁶⁾ Voir l'observation formulée sur l'article 1^{er}.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.950/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 oktober 2003 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende overname door de Belgische Staat van de wettelijke pensioenverplichtingen van de naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom ten opzichte van haar statutair personeel", heeft op 13 oktober 2003 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief met de adviesaanvraag luidt als volgt :

- "- het feit dat in gevolge de overeenkomst tussen Belgacom en zijn aandeelhouders van 2.10.2003, de activa van het pensioenfonds worden gemonetiseerd voor 31.12.2003. Het gevolg is dat er niet langer een redelijke dekking tegenover de pensioenverplichtingen staat en dus de overname van de pensioenverplichtingen door de overheid dezelfde streefdatum dient te hebben;
- de statutaire werknemers verwachten ingevolge de overeenkomst tussen Belgacom en zijn aandeelhouders dat er een overname van het Pensioenfonds door de overheid geschiedt voor 31.12.2003;
- er werd als doelstelling geformuleerd om de variabiliteit die de Pensioenbijdragen veroorzaakten, weg te nemen van de Belgacom balans. Door het respecteren van de bovenstaande datum is deze impact verwijderd voor het boekjaar 2004."

*

* *

De Raad van State, afdeling Wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte voorontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

De Nederlandse versie van het voorontwerp is onderzocht; het is duidelijk dat de Franse tekst van een aantal artikelen van dit voorontwerp slechts een gebrekkige vertaling is.

.../...

De Franse versie moet volledig worden herzien ⁽¹⁾.

Algemene opmerkingen

1. Het voorontwerp strekt er in hoofdzaak toe voorzieningen te treffen voor de overname door de Staat van de pensioenen van het huidige en vroegere personeel van Belgacom. In ruil hiervoor zal dit autonoom overheidsbedrijf, na vereffening van het Pensioenfonds dat is opgericht krachtens artikel 56/9 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, een bedrag van 5 miljard euro storten aan de Staat en met ingang van de maand januari 2004 werkgeversbijdragen storten.

De memorie van toelichting luidt als volgt :

"De overdracht is een rationele transactie in het belang van alle betrokkenen.

Ten eerste zullen de pensioenen van de statutaire medewerkers van Belgacom volledig worden gefinancierd en gewaarborgd door de Staat wat de betrokkenen een additionele zekerheid verleent.

Ten tweede zal de overdracht de financiële performantie van Belgacom verhogen door de volatiliteit van de winsten en cashflows uit te schakelen waarmee pensioenfondsen te maken hebben. Ze zal Belgacom concurrentieel bekeken op gelijke voet stellen met de andere operatoren.

Door op te treden in het belang van zowel de statutaire medewerkers als de onderneming, heeft de Staat ervoor gezorgd dat het opnemen van deze verplichtingen geen enkele weerslag zal hebben op de groei van haar financiën, aangezien ze zullen worden overgedragen op basis van een volledig volgestort bedrag."

De vraag zou kunnen rijzen of het voorontwerp geen steunmaatregel is uitgaande van de Staat, in de zin van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag.

⁽¹⁾ De door de gemachtigde van de minister toegezonden gecorrigeerde versie vertoont nog onvolkomenheden.

Toen hij om uitleg is gevraagd, heeft de gemachtigde van de Minister het volgende geantwoord :

"Naar aanleiding van Uw vraag over de noodzaak van notificatie bij de Europese Commissie, kunnen we U meedelen dat alle partijen die de overeenkomst mee hebben ondertekend het erover eens zijn dat de overdracht van het Pensioenfonds géén elementen van overheidssteun in de zin van artikel 87 van EG-verdrag bevat en derhalve niet formeel moet worden genotificeerd.

Desalniettemin hebben we, zoals reeds telefonisch gemeld, contact opgenomen met de Europese Commissie om hen volledig te informeren over de inhoud van deze transactie."

De Staat neemt een last over die anders de financiële middelen van de onderneming zou blijven bezwaren. Belgacom zal in ruil daarvoor, vóór 31 december 2003, een bedrag van 5 miljard euro moeten betalen en een werkgeversbijdrage moeten storten voor de pensioenverplichtingen die ontstaan vanaf de maand januari 2004. Het bestaan van die tegenprestatie kan niet genoegzaam aantonen dat het niet gaat om een steunmaatregel dan in zoverre ze het verleende voordeel compenseert ⁽²⁾.

Wat de tot 31 december 2003 aangegane pensioenverplichtingen betreft, is in zoverre ze effectief worden geraamd op vijf miljard euro, de overname geen steunmaatregel uitgaande van de Staat.

In verband met de pensioenverplichtingen vanaf de maand januari 2004, stellen de artikelen 9 en 10 van het voorontwerp een percentage vast voor de werkgeversbijdrage berekend op basis van de wedden en andere bezoldigingselementen die worden meegeteld voor de berekening van het rustpensioen, alsmede de gevallen waarin die bijdrage niet verschuldigd is of waarin compenserende betalingen ofwel door de Staat, ofwel door Belgacom verschuldigd kunnen zijn.

⁽²⁾ Zie J.-P. Keppenne, "Guide des aides d'Etat en droit communautaire", Bruylant, Brussel, 1999, blz. 18 en 19.

Op de vraag hoe de bijdragevoet was vastgesteld en waarom er vrijstellingen zijn, heeft de gemachtigde van de minister de volgende antwoorden gegeven :

"Vraag 1 : is de 10 % werkgeversbijdrage voldoende ?

De 10 % werkgeversbijdrage bepaalt samen met de 7.5 % werknemersbijdrage de regelmatige contributie van Belgacom aan de overheid om de toekomstig op te bouwen pensioenrechten te verzekeren. Het totaal van 17.5 % werd berekend door de actuarissen op dezelfde manier als het bedrag van 5 bn € werd berekend, op basis van de bestaande groep statutairen en de assumpties beschreven in het voorontwerp. De 10 % is dus een schatting en indien de 10 % onvoldoende blijkt, zal Belgacom door compensatiebetalingen aan de overheid een hoger percentage dan de 10 % betalen.

Vraag 2 : waarom zijn de bijdragen voor PTS en BeST uitgesloten in art. 9 lid 2 ?

Voor BeST is de contributie 7.5 % naar de toekomst, voor PTS 0.5 %. Dat komt omdat bij het sluiten van beide sociale programma's regelingen werden getroffen waarbij de werkgeversbijdrage al werd opgenomen in de berekening van de bestaande rechten. M.a.w. de andere bijdragen voor PTS en BeST dan deze bepaald in de artikels van het voorontwerp zijn vervat in de 5 bn €, provisies daarvoor werden eerder genomen door het bedrijf."

In tegenstelling tot wat het antwoord van de Minister zou kunnen doen vermoeden, zullen compenserende betalingen kunnen worden gevorderd, niet doordat de bijdragevoet het gevolg zou zijn van aanvankelijke onderschatting, doch wel wanneer latere beslissingen van Belgacom inzake de bezoldiging van haar vastbenoemd personeel (in het ontwerp "statutair personeel" genoemd), wijzigingen zouden teweegbrengen in de pensioenrechten ⁽³⁾.

Onder dat voorbehoud en gelet op het feit dat volgens de verstrekte uitleg naar behoren is voorzien in de vereiste werkgeversbijdragen zodat er geen niet-gecompenseerde extra last voor de Staat uit voortvloeit, laat het zich aanzien dat het voorontwerp niet beschouwd moet worden als een steunmaatregel uitgaande van de Staat.

⁽³⁾ Zie artikel 10 van het voorontwerp.

2. Volgens artikel 4 van het voorontwerp van wet moeten de activa van het Pensioenfonds uiterlijk op 31 december 2003 te gelde worden gemaakt en zal het positieve of negatieve resultaat van de vereffening in voorkomend geval betaald worden aan of door Belgacom. In artikel 8 wordt daarenboven bepaald dat op uiterlijk 31 december 2003 "Belgacom en/of het Pensioenfonds (...) ten gunste van de Staat (of een door de Staat aangewezen publiekrechtelijke entiteit), één of meer betalingen in contanten (zullen) verwezenlijken voor een globaal bedrag van 5.000 miljoen euro". Tot slot wordt in artikel 11 hoofdzakelijk gesteld dat het Pensioenfonds in vereffening ook nog na 1 januari 2004, gedurende een overgangsperiode, geldmiddelen zou kunnen innen die afkomstig zijn van de Staat, teneinde betalingen uit te voeren.

In het voorontwerp van wet zou duidelijker aangegeven moeten worden hoe de activa van het Pensioenfonds worden overgedragen naar respectievelijk Belgacom en de Staat.

Volgens de vertegenwoordiger van de Minister is het de bedoeling dat de verplichting om die 5 miljard euro over te maken rust op Belgacom zelf. Artikel 8 van het voorontwerp zou in die zin moeten worden aangepast. In dat geval is het logisch dat het saldo van de vereffening van het Pensioenfonds, welk saldo op 31 december 2003 of vroeger voorhanden is, aan Belgacom wordt overgemaakt, ten belope van maximaal die 5 miljard ⁽⁴⁾.

Indien daarentegen het Pensioenfonds een batig vereffeningssaldo mocht vertonen, na 31 december 2003 en na afloop van de verrichtingen gedaan gedurende de overgangsperiode bepaald in artikel 11, § 1, van het voorontwerp, zou uitbetaling van dat saldo aan Belgacom slechts gerechtvaardigd zijn mits vooraf aan de Staat het eventuele surplus wordt teruggestort van de financiële overdrachten van die Staat overeenkomstig artikel 11, § 2, van het voorontwerp, ten opzichte van de pensioenuitgaven die door die overdrachten zouden moeten worden gefinancierd. Hoewel de terugbetaling van dat eventuele surplus kan worden afgeleid uit artikel 11, § 2, is het ter wille van de rechtszekerheid evenwel raadzaam dat deze precisering uitdrukkelijk wordt gegeven.

⁽⁴⁾ Volgens de vertegenwoordiger van de minister worden de netto activa van het Pensioenfonds thans geschat op circa 3,3 miljard euro. De vraag of het gerechtvaardigd zou zijn om Belgacom het saldo van het Pensioenfonds te laten in het geval dat het Pensioenfonds over netto activa zou blijken te beschikken die hoger liggen dan vijf miljard euro, wordt bijgevolg niet onderzocht.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1

Voor zover rekening wordt gehouden met de opmerking die geformuleerd is onder artikel 30, regelt de ontworpen wet inderdaad uitsluitend een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78.

Artikel 5

De vertegenwoordiger van de Minister is het ermee eens dat er melding moet worden gemaakt van de datum van 1 oktober 2003 en niet die van 1 oktober 2002. Dit komt overigens ook tot uiting in de memorie van toelichting.

Artikel 8

Onverminderd de algemene opmerking moet het voorontwerp zelf eveneens bepalen of die 5 miljard euro overgemaakt worden aan de Staat of aan een andere publiekrechtelijke rechtspersoon die door de Staat wordt aangewezen, en in dat laatste geval zelf die andere persoon aanwijzen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10.

Artikel 30

Deze bepaling machtigt de Koning om "bij een in Ministerraad overlegd besluit, wets- en reglementaire bepalingen in (te) voeren, (te) wijzigen of op (te) heffen, wanneer dit onontbeerlijk is om de doeleinden van deze wet te verwezenlijken" ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Er behoort gebruik te worden gemaakt van de formulering die gangbaar is wanneer de wetgever bijzondere bevoegdheden toekent aan de Koning en de woorden "invoeren, wijzigen of opheffen" te vervangen door de woorden "opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen".

De doeleinden waarvan sprake blijken niet rechtstreeks uit de tekst van het wetsontwerp, maar eerder uit de memorie van toelichting ervan. Dit heeft enige onzekerheid tot gevolg wat betreft de draagwijdte van de bijzondere bevoegdheden die aldus worden toegekend aan de Koning. Zo rijst bijvoorbeeld de vraag of de Koning door die bepaling gemachtigd zal zijn om de bepalingen van de onderhavige ontworpen wet te wijzigen, als hij zou vaststellen dat de totale financiering van de pensioenen van het huidige en vorige personeel van Belgacom niet voldoende gerealiseerd kan worden met de mechanismen waarin voorzien wordt door het onderhavige voorontwerp.

Het ontworpen artikel 30 moet dus worden aangevuld door daarin de doeleinden op te nemen voor het bereiken waarvan de Koning gebruik zou mogen maken van de bijzondere bevoegdheden die deze bepaling hem wil verlenen.

Er is overigens geen reden om de Koning te machtigen om "reglementaire" bepalingen uit te vaardigen, aangezien deze bevoegdheid hem verleend wordt door artikel 108 van de Grondwet.

Bovendien behoort in het tweede lid niet te worden bepaald dat besluiten vastgesteld ter uitvoering van het eerste lid moeten worden voorgelegd aan de Raad van State. Zulk een verplichting blijkt reeds uit de gecoördineerde wetten op de Raad van State, in het bijzonder uit artikel 3*bis*, § 1, van die wetten. Zulk een bepaling zou overigens behandeld moeten worden volgens de procedure van het integrale bicameralisme, waarin voorzien wordt door artikel 77 van de Grondwet ⁽⁶⁾.

Tot slot zou, veeleer dan te bepalen binnen hoeveel tijd de besluiten waarvan sprake "bij wet (moeten worden) voorgelegd aan de Wetgevende Kamers", een termijn moeten worden vastgelegd binnen welke deze bekrachtiging moet plaatsvinden, en moeten worden voorgeschreven dat zonder bekrachtiging de besluiten niet langer van kracht zullen zijn.

⁽⁶⁾ Zie de opmerking gemaakt over artikel 1.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS